

<http://www.lorientlejour.com/article/955586/la-longue-marche-des-produits-libanais-vers-la-certification-qualite.html>

L'Orient LE JOUR

Mercredi 18 Novembre 2015

La longue marche des produits libanais vers la certification qualité



Le programme Qualeb a introduit des normes de gestion de la qualité aussi bien dans le secteur privé que dans certaines administrations publiques. Photo DR

Liban - Industrie

Les exportations de biens et de services devraient bénéficier des acquis d'un programme d'assistance européenne lancé en 2004 pour favoriser la standardisation des normes de production.

[Philippe HAGE BOUTROS](#) | OLJ

Le ministre de l'Économie, Alain Hakim, va présider aujourd'hui à l'hôtel Le Bristol la cérémonie de clôture de la troisième phase de Qualeb, un programme pluriannuel de renforcement des infrastructures qualité au Liban.

Financé par trois dons successifs de l'Union européenne (UE), ce projet lancé il y a onze ans s'est fixé pour objectif d'améliorer tous les aspects du contrôle de la qualité des produits et des services au Liban et de les conformer aux normes sanitaires, sécuritaires et environnementales internationales. « Ces programmes successifs ont tous permis d'accroître la crédibilité des entreprises libanaises sur les marchés internationaux », affirme M. Hakim à L'Orient-Le Jour.

Relance des exportations

Lancé en septembre 2012 et doté d'un budget de 4,4 millions d'euros – sur une enveloppe totale d'environ 21,5 millions d'euros (23 millions de dollars) –, Qualeb III prendra officiellement fin le 21 novembre, selon le directeur du programme au sein du ministère de l'Économie, Ali Berro. Il a en outre été renforcé depuis 2013 par un jumelage (échange de bonnes pratiques) entre le ministère de l'Économie et deux organismes européens de normalisation – la British Standards Institution Royal Charter et le Czech Office for Standards, Metrology and Testing.

« Qualeb III a permis d'apporter une assistance technique à quelque 50 usines libanaises pour les aider à assimiler les procédures de contrôle relatives à la sécurité sanitaire des aliments (Iso 22000) ou encore à la traçabilité des produits (Iso 22005) », résume M. Hakim. La norme Iso 22000 vise à créer et maintenir un système de management de la sécurité des aliments, applicable par tous les organismes de la filière agroalimentaire ; tandis que l'Iso 22005 établit des critères d'identification et de traçabilité des produits défectueux afin de permettre à l'entreprise concernée de les retirer du marché le cas échéant. « L'obtention de cette norme Iso à une dizaine d'entreprises libanaises est une première au Liban », se félicite M. Hakim.

Et cette certification répond à un enjeu de taille pour les exportations libanaises, qui se heurtent souvent à des barrières à l'entrée, motivées par les problèmes de qualité. « À l'issue de ce troisième cycle du programme, le ministère a purement et simplement enregistré une diminution de 49 % des produits locaux refusés à l'exportation », révèle-t-il également.

« Aligner le public sur le privé »

Mais le champ d'application du programme ne s'est toutefois pas limité au secteur privé. « Qualeb III s'est également attelé à améliorer la qualité des services publics au Liban via l'implantation de normes dans plusieurs établissements publics et administrations », expose encore M. Hakim. « Cinq établissements choisis parmi quarante sélectionnés ont en effet réussi à appliquer les systèmes de contrôle qualité qui leur ont été imposés avec d'excellents résultats : l'École nationale d'administration, l'Université libanaise, la Direction générale de la Sûreté générale, la Direction générale des Forces de sécurité intérieure, et l'agence de Bourj Hammoud de la Caisse nationale de la Sécurité sociale », poursuit-il encore. « Le temps d'attente pour le traitement d'une demande dans cette agence a été réduit à 20 minutes pour des procédures qui pouvaient parfois prendre plus d'une journée », illustre M. Berro. « Qualeb a donné les moyens au secteur public de s'aligner sur les exigences du secteur privé en l'absence de stratégie claire pour la mise en place de partenariat public privé (PPP) », analyse M. Hakim.

Initiée en 2004, la première phase du programme avait été dotée d'une enveloppe de 15 millions d'euros pour disséminer les principes du management de la qualité dans les entreprises libanaises. « Programmée pour trois ans, cette première phase avait rempli 91 % de ses objectifs et avait notamment introduit les bases de la métrologie, c'est-à-dire l'ensemble de principes et de méthodes qui facilitent la validation, entre partenaires, des mesures des caractéristiques des produits échangés d'une zone géographique à l'autre », commente M. Berro. Dans le cadre de cette phase, la métrologie a en outre été codifiée par un décret en août 2012, mais le Conseil national de la métrologie – institué par ce texte – tente depuis de faire adopter les décrets nécessaires à son application. La deuxième phase de Qualeb, dotée d'un budget de 2,1 millions d'euros, a essentiellement consisté à apporter une assistance technique aux instituts des normes libanaises (Libnor) et à celui de recherche industrielle (Iri). « Une opération réussie à 99 %. »

Autant de succès qui conduisent le Liban à continuer de solliciter l'aide européenne en la matière. « Si, à la lumière de ces résultats encourageants, l'UE décidait d'ouvrir un nouveau cycle dans ce programme, il permettrait de démocratiser les principes de responsabilité sociale des entreprises et d'améliorer la transparence dans l'administration, pour commencer », plaide M. Hakim.